



les ex-Ford Blanquefort au Salon de l'auto

AFP

02/10/2010 | Mise à jour : 14:43

Plusieurs centaines d'ex-salariés de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde), soutenus par des élus de gauche et du Modem, se sont rendus au "Mondial de l'automobile" à Paris pour réclamer que le constructeur réinvestisse et maintienne la totalité des 1.600 emplois du site.

"Ford Blanquefort en danger. Des investissements = des emplois", pouvait-on lire sur une banderole déployée à la mi-journée le temps d'un rassemblement aux abords du Parc des expositions de la porte de Versailles. Arrivés dans la capitale en train spécial, environ 400 salariés de First Aquitaine Industries (FAI, ex-Ford), revêtus d'un tee-shirt avec le logo de Ford brisé et la mention "Ford Blanquefort, sauvons les emplois", sont venus porter leurs revendications au Mondial comme en 2008, où il étaient environ 600.

Des responsables du PS, du PCF avec Pierre Laurent, du NPA avec Olivier Besancenot, du Parti de gauche avec Jean-Luc Mélenchon, d'Europe Ecologie, du Modem ont sommé Ford de "tenir ses engagements et aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités". Le numéro deux du PS Harlem Désir a dénoncé "l'absence de politique industrielle" et "un véritable mensonge d'Etat du gouvernement", rappelant comme d'autres responsables politiques locaux l'engagement de la ministre de l'Economie Christine Lagarde à trouver un investisseur pérenne.

"Aujourd'hui, une partie du personnel baisse les bras et demande une prime. Mais il faut continuer à se battre pour des emplois et à harceler Ford", a lancé au micro Francis Wilsius, conseiller régional PS d'Aquitaine et ex-secrétaire (CFTC) du comité d'entreprise de Ford Blanquefort. La CGT, qui dit représenter 50% des salariés, demande que Ford reprenne le site, tandis que les autres syndicats ont demandé de négocier un accord de garantie qui prévoirait le licenciement d'une partie du personnel.